

Marché n° : 2025DGEDSSM077

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

PROCEDURE ADAPTÉE

**Prestations de mise en place d'une action de formation continue de préparation à la
retraite à destination des personnels de l'Inserm**

Cahier des clauses particulières valant acte d'engagement

Inserm
Administration du Siège - Pôle Finances
101 rue de Tolbiac
75654 Paris Cedex 13.

Sommaire

ARTICLE 1 - CONTEXTE	5
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ	6
ARTICLE 3 - NATURE ET MONTANT DU MARCHÉ	6
ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
ARTICLE 5 - DURÉE DU MARCHÉ.....	7
ARTICLE 6 - CONSISTANCE DES PRESTATIONS ATTENDUES	7
ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DES PARTIES.....	9
ARTICLE 7.1 - OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES	9
ARTICLE 7.2 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
ARTICLE 7.3 - OBLIGATIONS DE L'INSERM	10
ARTICLE 8 - OPERATIONS DE VÉRIFICATION	10
ARTICLE 9 - REPRÉSENTANTS DES PARTIES.....	10
ARTICLE 9.1 - REPRÉSENTANT DE L'INSERM	10
ARTICLE 9.2 - REPRÉSENTANT DU TITULAIRE	11
 ARTICLE 10- MESURES PRISES EN FAVEUR DE LA PROTECTION ET DE LA VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT	
ARTICLE 11 - DECLenchement DES PRESTATIONS ET MODALITES DE COMMANDE	11
ARTICLE 11.1 - GÉNÉRALITÉS	11
ARTICLE 11.2 - DÉLAIS DE VALIDITÉ.....	12
ARTICLE 11.3 - MODIFICATION	12
ARTICLE 11.4 - OBSERVATION ET DATE DE RÉCEPTION	12
ARTICLE 11.5 - ANNULATION.....	12
ARTICLE 12 - DÉTERMINATION DU PRIX DES PRESTATIONS.....	13
ARTICLE 13 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	14
ARTICLE 13.1 - REGLEMENT DES SOMMES DUES	14
ARTICLE 13.2 - FACTURATION	14
ARTICLE 13.3 - PAIEMENT.....	15
ARTICLE 14 - GESTION DU PERSONNEL.....	16
ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITÉ.....	16
ARTICLE 16 - SOUS-TRAITANCE	17
ARTICLE 17 - ASSURANCE	17
ARTICLE 18 - RESPECT DES OBLIGATIONS SOCIALES	18
ARTICLE 18 - RESILIATION	18
ARTICLE 19.1 - RESILIATION PAR L'INSERM	18

ARTICLE 19.2 - RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE	18
ARTICLE 19.3 - EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	18
ARTICLE 20 - DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES	18

ENTRE :

L'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), établissement public national à caractère scientifique et technologique,

101 rue de Tolbiac - 75654 - Paris cedex 13

Représenté par son Président-directeur général, le Professeur Didier SAMUEL et par délégation, Madame Murielle GUILLEMIN, Administratrice du Siège

Désigné ci-après par le mot « l'Inserm »

d'une part

ET :

Nom, prénom et qualité du signataire

.....

☐ agissant pour le compte de la société:.....

Dont le siège est situé

.....

.....

Inscrite au registre du commerce de

.....

Sous le numéro

.....

.....

Désigné ci-après par le mot « le Titulaire »

d'autre part

Bénéfice de l'avance :

☐ Je ne renonce pas

☐ Je renonce

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Contexte

L'Inserm, Institut national de la santé et de la recherche médicale, est un établissement public à caractère scientifique et technologique placé sous la double tutelle des ministères de la santé et de la recherche. L'Inserm est le seul organisme public de recherche français entièrement dédié à la santé humaine, il est le 1^{er} organisme de recherche en biologie et santé en Europe. La recherche menée par l'Inserm couvre l'ensemble des champs de la recherche en santé, de la recherche fondamentale à la recherche très appliquée implantée au cœur du système de soins et l'expertise de santé publique.

En 2008, l'Inserm s'est vu confier la responsabilité d'assurer la coordination stratégique, scientifique et opérationnelle de la recherche médicale en France. Ceci a conduit à la création d'instituts thématiques.

Cette coordination nationale se trouve renforcée par la création, en avril 2009, de l'Alliance nationale pour les sciences de la vie et de la santé (Aviesan), dont l'Inserm est signataire aux côtés de 8 autres acteurs de la recherche française (CEA, CHRU, CNRS, CPU, Inra, Inria, Institut Pasteur et IRD).

Les 9 instituts thématiques accompagnent l'Institut dans son rôle de coordination générale de la recherche biomédicale française. Ils proposent une stratégie globale et cohérente de développement des recherches dans les disciplines relevant de leur compétence.

L'Inserm est aujourd'hui impliqué dans plus de **350 structures de recherche** réparties sur l'ensemble du territoire français et à l'étranger. Ces structures rassemblent près de **15 000** chercheurs, médecins, ingénieurs, techniciens et administratifs. Elles sont pour la plupart en proximité immédiate des centres hospitalo-universitaires pour favoriser les synergies sur l'ensemble du continuum de la recherche jusqu'aux soins.

Chacune est rattachée à une délégation régionale et à au moins un institut thématique. Presque toutes ces structures sont en co-tutelle avec d'autres organismes de recherche.

Ces structures scientifiques de taille très variable sont installées essentiellement dans les milieux hospitaliers et universitaires et développent leur recherche en partenariat.

Les laboratoires de l'Institut sont implantés sur toute la France et sont rattachés à des délégations régionales (DR) au nombre de 12 (8 sont implantées en province et 3 en Ile-de-France) et d'une Administration du Siège (ADS) ; chaque DR est le relais de la direction générale et de l'administration centrale auprès des laboratoires de recherche de sa circonscription.

Le Département des ressources humaines (DRH), basé au siège de l'Inserm à Paris, élabore la politique de gestion des ressources humaines.

Article 2 - Objet du marché

L'Inserm souhaite mettre en place une session de formation collective, intra-institut, sur-mesure, à destination de l'ensemble des personnels proche de l'âge de la retraite.

L'Institut souhaite accompagner ses agents dans le changement de vie que représente la retraite, dans toutes ses dimensions, personnelle, psychologique, financière, sociale.

La formation devra donner des éléments pour permettre l'élaboration d'un projet de vie à la retraite, aborder les aspects psychosociologiques et sociaux. Le programme de formation devra également inclure des interventions de professionnels pour les aspects relatifs à la succession et à la santé (notaire/avocat, médecin).

Les aspects administratifs (constitution du dossier de retraite, différents régimes de retraite, éléments de calcul...) devront être traités également. Cette intervention d'une demi-journée est à intégrer dans le déroulement de la formation.

Un représentant du comité d'action et d'entraide sociale (Caes) de l'Inserm interviendra également pour présenter le Caes, les activités qu'il propose aux retraités ainsi que les conditions requises pour pouvoir y participer. Cette intervention durera une heure environ.

La formation devra encourager l'expression du groupe de stagiaires pour répondre le plus précisément possible à ses besoins et favoriser les échanges entre participants.

Article 3 - Nature et montant du marché

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée passé en application des articles L2123-1, R2123-1 R2123-4 et R2123-5 du code de la commande publique.

Il comprend des prestations à prix unitaires exécutées au moyen de bons de commande.

Le présent marché est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de **70 000 € HT** sur l'ensemble de sa durée d'exécution.

Article 4 - Pièces constitutives du marché

Le présent marché est conclu sur le fondement du Code de la commande publique.

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- Le présent Cahier des charges valant Acte d'engagement et son annexe financière (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et de services (CCAG/FCS) ;

Toute clause, portée dans tous les documents présentés par le titulaire (conditions générales du titulaire, tarifs, documentation...), et contraire aux dispositions des pièces susvisées constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

En cas de contradiction entre une et/ou plusieurs dispositions figurant dans l'un de ces documents, le document de rang supérieur prévaudra.

Le fait qu'une disposition figurant dans un document de rang inférieur ne soit pas expressément mentionnée dans le document de rang supérieur ne fera pas perdre à ladite disposition sa valeur juridique.

Le CCAG/FCS, bien que non joint, est réputé connu du titulaire du marché.

Les exemplaires originaux des pièces listées ci-dessus conservés dans les archives de l'Inserm font seule foi. Le titulaire en reçoit une copie, le cas échéant électronique, à la date de notification du marché conformément aux dispositions de l'article 4.2.1 du CCAG/PI.

Les conditions générales de vente figurant, le cas échéant, sur les documents du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

Article 5 - Durée du marché

Le marché est conclu à compter de sa notification pour une durée d'un (1) an. Il est reconductible par tacite reconduction trois (3) fois par période de douze (12) mois sans que sa durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction. Il reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

Toutefois, en cas de non-reconduction, la personne responsable du suivi du marché en informe le titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard un mois avant la fin de la durée de validité du marché.

Le titulaire est tenu de ses obligations contractuelles jusqu'à la date d'expiration du marché, et au-delà, si nécessaire, pour les obligations afférentes à la confidentialité.

Article 6 - Consistance des prestations attendues

6.1- Objectifs de la formation

Les stagiaires devront :

- pouvoir appréhender la cessation d'activité dans toutes ses dimensions
- identifier les changements liés à la retraite et y faire face avec quiétude
- être en mesure d'élaborer un projet de vie à la retraite
- pouvoir effectuer les démarches administratives liées à la retraite

- connaître les éléments de calcul de leur retraite/pension
- disposer des éléments leur permettant de gérer leur patrimoine et de préparer sa transmission
- être informés sur les règles d'hygiène et de vie favorisant une retraite en bonne santé.

La durée de formation actuelle est de **3 jours** consécutifs en présentiel.

6.2 - Dispositif :

3 sessions de formation sont à programmer en 2026. Chaque session accueillera **environ 15 à 20 stagiaires** (avec variation si besoin).

Les sessions se dérouleront **à Paris**. Les formations sont de préférence en présentiel, toutefois un format à distance peut être proposé.

L'organisme formateur pourra proposer ses locaux. Le prix pour une journée d'étude est demandé.

La personne en charge de la mise en place de cette action de formation traitera des aspects logistiques suivants :

- envoi des convocations et plan d'accès,
- établissement de la liste d'émargement,
- élaboration des questionnaires d'évaluation de satisfaction avec le consultant.

L'organisme de formation retenu reproduira la documentation pédagogique à mettre à la disposition des stagiaires.

6.3 - Calendrier prévisionnel :

- Formation à planifier : 1 ou 2 au 1^{er} semestre et 1 ou 2 au 2^{ème} semestre 2026.

6.3.1 - Forme attendue de la réponse

Les propositions techniques et financières devront nous parvenir impérativement sous format électronique via la plateforme PLACE

La transmission des documents en réponse à la consultation par voie électronique est obligatoire. Elle s'effectue en utilisant la plateforme PLACE disponible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Elle devra comporter :

- des éléments relatifs à l'organisme de formation (présentation brève, interventions similaires...)
- la proposition pédagogique : objectifs de formation, programme détaillé, méthodes pédagogiques retenues, éléments significatifs de la documentation pédagogique
- le curriculum vitae du formateur ou de la formatrice devant intervenir sur cette action.
- la proposition financière détaillée : tarif correspondant à l'élaboration de la documentation pédagogique s'il y a lieu, tarif par journée de préparation, tarif par journée d'animation, tarif d'une session de formation

L'organisme de formation soumettra la convention bipartite organisant les relations entre les deux établissements (détaillant les coûts pédagogiques).

Article 7 - Obligations des parties

Article 7.1 - Obligations générales des parties

Chaque Partie :

- désigne un interlocuteur apte à la représenter ayant le pouvoir de prendre ou de faire prendre les décisions nécessaires à la bonne exécution des prestations,
- exécute de bonne foi les obligations mises à sa charge par le marché,
- assure la disponibilité, la coopération et la compétence de son personnel affecté au marché,
- fournit à l'autre partie les informations dont elle a connaissance pouvant avoir un impact sur la bonne exécution des prestations, telle que toute modification d'activité, de structure ou d'organisation susceptible d'avoir une incidence sur l'exécution des prestations et à répondre de manière diligente à toute question posée par l'autre partie,
- fournit à l'autre partie, en temps voulu, tous les éléments nécessaires pour que celle-ci puisse accomplir sa mission dans le respect des échéances.

Article 7.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire :

- réalise les prestations, objet du présent marché, conformément aux documents contractuels,
- est tenu à une obligation de résultats pour toute prestation assortie d'un délai (de livraison, de réalisation, de correction, etc) et / ou de la production d'un livrable,
- fournit les prestations avec la compétence en vigueur dans la profession et conformément aux dispositions du marché et aux règles de l'art applicables dans son domaine de compétence,
- coordonne ses éventuels fournisseurs,
- s'engage à restituer tous les éléments matériels et documentaires mis à sa disposition pour la réalisation des prestations,
- doit alerter l'Inserm sur tout événement dont il a directement ou indirectement connaissance, pouvant affecter les prestations ou les engagements des Parties, y compris si cet événement est imputable à l'Inserm,

- s'engage à faire exécuter les prestations par l'équipe d'intervenants, dont les profils ont été fournis et acceptés par l'Inserm, telle que décrite dans sa proposition ainsi qu'à fournir toutes les ressources nécessaires à la bonne exécution du marché.

Article 7.3 - Obligations de l'Inserm

Dès la notification du marché et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'Inserm s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa mission ;
- avertir le titulaire, dans les meilleurs délais, des changements des personnels pouvant affecter les prestations à réaliser.

Article 8 - Opérations de vérification

Les opérations de vérification se déroulent conformément aux articles 27 et suivants du CCAG/FCS.

Les formations sont évaluées au moyen, notamment :

- des questionnaires d'évaluation remis par les stagiaires à un représentant du Pôle National des Formations du DRH,
- le cas échéant, du tour de table réalisé par un représentant du Pôle National des Formations du DRH à la fin de chaque session de formation,
- le cas échéant, d'une réunion de bilan se tenant au maximum deux mois après la session de formation entre les représentants du Pôle National des Formation du DRH et le titulaire. Cette réunion peut se dérouler par visioconférence.

Article 9 - Représentants des parties

Article 9.1 - Représentant de l'Inserm

Le représentant habilité à engager l'Administration pour l'exécution du marché est le Président directeur général de l'Inserm en sa qualité de représentant du pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu délégation.

Le responsable technique du suivi et de l'exécution du marché est le Ressources Humaines de l'Administration du Siège ou ses représentants désignés, qui sont les interlocuteurs principaux du titulaire.

L'interlocuteur administratif du marché est le Responsable des achats de l'Administration du Siège.

Article 9.2 - Représentant du titulaire

Le titulaire désigne dans son offre un interlocuteur unique qui est habilité à effectuer notamment le contrôle de la qualité, animer les réunions avec l'Inserm et à prendre des décisions pour assurer le bon déroulement des prestations de formation.

Article 10 – Mesures prises en faveur de la protection et de la valorisation de l'environnement

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les prestations de formation dans le respect des principes de développement durable et à limiter au mieux l'impact environnemental de ses activités. À ce titre, il devra entre autres :

- Privilégier l'utilisation de supports dématérialisés pour l'ensemble des documents remis, sauf demande expresse du pouvoir adjudicateur pour un format papier.
- Lorsqu'une impression est nécessaire, utiliser du papier recyclé ou issu de forêts gérées durablement (certifications FSC ou PEFC), en recto-verso et avec une impression couleur uniquement si nécessaire.
- Réduire au minimum la consommation énergétique lors des sessions, notamment en optimisant l'utilisation des équipements informatiques et audiovisuels.
- Éviter l'usage de produits consommables à usage unique et privilégier les fournitures réutilisables ou recyclables.
- Favoriser, lorsque cela est possible, une organisation des sessions en distanciel ou en présentiel regroupé afin de limiter les déplacements.
- Sensibiliser les stagiaires, dans le cadre des formations, aux bonnes pratiques environnementales liées au domaine abordé.

Le non-respect répété de ces engagements pourra, après mise en demeure par le pouvoir adjudicateur, donner lieu à l'application des pénalités prévues au marché ou, en cas de manquement grave, à la résiliation du contrat aux torts du titulaire.

Article 11 - Déclenchement des prestations et modalités de commande

Article 11. 1 Généralités

L'exécution des unités d'œuvre est déclenchée par l'émission de bons de commande par l'Inserm, en fonction de ses besoins.

A la demande de l'Inserm, le titulaire propose un devis dans les 3 jours ouvrés suivant la communication du descriptif du besoin sur la base des unités d'œuvres figurant dans le bordereau des prix. Le devis comporte à minima un planning détaillé et le prix de la prestation.

L'Inserm se réserve la possibilité de demander un nouveau devis, dans le cas où la proposition du titulaire n'apparaîtrait pas en adéquation avec la définition du besoin.

Le titulaire s'engage à respecter les délais mentionnés dans le bon de commande ou à défaut dans le rétroplanning prévisionnel réalisé lors de l'élaboration du devis en accord avec l'Inserm.

La liste des unités d'œuvre objet du présent marché figure dans le bordereau des prix.

Article 11.2 Délais de validité

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Ils sont exécutoires, même après la fin des délais contractuels du marché, dès lors que la durée d'exécution des prestations stipulées aux bons de commande ne dépasse pas un délai de trois mois calendaires.

Article 11.3 Modification

Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la notification d'un bon de commande rectificatif soumis aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

Si les modifications portent sur des termes mineurs, elles sont traduites par un simple échange écrit (courrier, télécopie ou courriel) entre les parties.

La modification d'un bon de commande n'est assortie d'aucune indemnité.

Les bons de commande sont transmis au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la transmission.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, ces bons de commandes sont transmis au seul mandataire du groupement.

Article 11. 4 Observation et date de réception

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/PI, le titulaire dispose d'un délai de cinq jours ouvrés à compter de la date de réception d'un bon de commande afin de faire connaître à l'Inserm ses observations relatives aux prescriptions du bon de commande.

La date de réception d'un bon de commande est la date de la commande, inscrite sur le bon de commande, plus un jour lors d'un envoi dématérialisé.

Article 11.5 Annulation

La personne publique peut à tout moment annuler un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution.

L'annulation d'une commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. Mais l'Inserm doit régler les dépenses que le titulaire a éventuellement engagées en vue de l'exécution du bon de commande initial. Le titulaire appuie sa demande de paiement en fournissant tous les justificatifs permettant de constater l'état d'avancement des prestations.

L'annulation d'un bon de commande est notifiée au titulaire par écrit.

Article 12 - Détermination du prix des prestations

Les prix déterminés dans le bordereau des prix constituent les prix du présent marché.

Ils sont exprimés en euros HT.

Ils sont unitaires conformément à la répartition formulée dans le bordereau des prix, annexe au présent document.

A l'exception des frais de déplacement et d'hébergement du personnel du titulaire, les prix comprennent l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation des prestations décrites dans le présent document, les frais d'assurance et la participation du titulaire aux différentes instances de suivi.

Le prix par session est fixe, il ne peut pas varier en fonction du nombre de participants à la formation.

Les frais de mission (hébergement, restauration, transports) sont remboursés sur présentation de factures et de justificatifs sur la base des taux de remboursement autorisés par l'administration française, d'après les textes en vigueur applicables à l'Inserm et les dispositions particulières prises par délibération du Conseil d'administration de l'Inserm.

Le taux des taxes applicables notamment de la TVA est celui applicable à la date du fait générateur.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Aucune facturation en sus des prix mentionnés dans le bordereau des prix n'est acceptée. Aucun surcoût ne peut être facturé à l'Inserm.

Révision des prix :

Les demandes de révision des prix sont formulées par le titulaire un (1) mois avant la date anniversaire du marché. Dans le cas contraire, la demande est rejetée.

Le titulaire transmet un bordereau des prix à jour par courrier électronique à l'adresse suivante : marche.ads@inserm.fr

Les prix sont applicables après leur validation par l'Inserm.

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG/PI, les prix forfaitaires et unitaires sont révisibles selon la formule suivante :

$$P = P^{n-1} \times (0.15 + 0.85 (I_1/I_0))$$

- P est le prix révisé
- Pⁿ⁻¹ est le Prix H.T. révisé au titre de l'année de révision N-1 (s'agissant de la première révision tarifaire, Pⁿ⁻¹ = P^{m0}, prix établis au moment de la remise de l'offre)
- I = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant : 001565196.
- I₁ = Dernier indice publié à la date de la demande de révision des prix

- I_0 = Indice du mois de remise des offres pour la première révision tarifaire et celui utilisé lors de la précédente révision tarifaire pour les révisions suivantes.

Les prix révisés sont applicables après leur validation par l'Inserm. En aucun cas, l'augmentation ne pourra excéder 2% du montant HT de chaque prix d'origine à la première révision ou des prix de la dernière révision aux révisions suivantes. Dans le cas contraire, l'augmentation est ramenée à 2%.

Article 13 - Modalités de règlement des comptes

Article 13.1 Règlement des sommes dues

Les sommes dues au titulaire sont réglées à terme échu après remise de la demande de paiement et prononciation de l'admission de la prestation correspondante.

Article 13. 2 Facturation

Conformément à la loi n°2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-5 à L. 2192-7 du Code de la commande publique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures doivent indiquer :

- le numéro du bon de commande de référence (Engagement Juridique EJ) à 10 chiffres.
- le numéro SIRET, identifiant l'Inserm : 18003604800015
- le code service : INMDRH

La facture comprend, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- la référence du présent marché,
- la désignation de la/ des prestation (s),
- le montant HT à payer,
- le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation,
- le montant TTC,
- le numéro de compte bancaire.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président-directeur général de l'Inserm ou son représentant.

L'agent comptable assignataire de la dépense, chargé du règlement, est l'Agent Comptable Principal de l'Inserm.

Article 13.3 Paiement

Les sommes dues au titre du présent marché sont mises en paiement dans un délai global maximal de trente (30) jours à compter de la réception de la facture par l'Inserm.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires, à partir du jour suivant l'expiration dudit délai, conformément aux dispositions du décret n°2013-269.

Le titulaire est réglé directement par l'Inserm en euros par virement au compte bancaire dont le relevé d'identité bancaire est joint au présent document.

En cas de cotraitance :

Par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG/FCS, en cas de groupement solidaire ou conjoint, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG/FCS.

En cas de sous-traitant admis au paiement direct :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Article 14 - Gestion du personnel

Le personnel chargé des prestations reste sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire. L'Inserm ne peut donner des ordres directement au personnel du titulaire, toute demande devant transiter par le correspondant permanent du titulaire.

Néanmoins, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient ou lorsque le responsable du Titulaire est absent, le responsable Inserm est susceptible de faire directement des demandes au personnel du titulaire.

La gestion des congés et plus généralement des absences de toute nature restent de la responsabilité du titulaire qui s'attachera à ce que ces éléments ne perturbent pas l'exécution du marché. Il assurera les compléments de formation de son personnel nécessaires à la bonne exécution des prestations faisant l'objet du marché.

Lorsque le personnel du titulaire est amené à effectuer des prestations dans les locaux de l'Inserm, le titulaire s'engage à faire observer le règlement intérieur, ainsi que les règles de sécurité, d'hygiène et de confidentialité en vigueur sur le site.

Article 15 - Confidentialité

Chacune des parties s'engage à conserver strictement confidentielles les informations qui lui sont communiquées à compter de la notification du marché.

Les informations communiquées ne peuvent être utilisées que pour les seuls besoins du marché.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer les informations relatives à l'Inserm dont il est amené à avoir connaissance à l'occasion de l'application du présent marché. Les personnels du titulaire ont instruction de respecter leur caractère confidentiel et de les traiter dans les mêmes conditions de discrétion que les informations considérées comme confidentielles par le titulaire.

Ces informations ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire non appelés à participer à l'exécution des prestations, sauf si la divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires échappant au contrôle du titulaire.

Les parties s'engagent à respecter les obligations résultant du présent article pendant toute la durée du marché ainsi que pendant une durée de trois années à compter de son expiration pour quelque cause que ce soit. En outre, dès l'échéance ou la résiliation du marché, le titulaire cesse toute exploitation active des fichiers de l'Inserm et s'engage à ne faire aucune rétention des documents ou fichiers de l'Inserm.

Il s'engage également à restituer l'ensemble de la documentation confidentielle remise par l'Inserm et des copies qui auraient pu être faites.

L'Inserm s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

Le titulaire s'engage à respecter la confidentialité et à assurer la sécurité des données de l'Inserm.

L'Inserm accepte que le titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour lui. Les informations énumérées se limitent à la raison sociale de l'Inserm et à l'objet général du marché.

Sauf accord exprès de l'Inserm, le titulaire n'est pas autorisé à copier les données, codes sources ou logiciel hors des plates-formes de l'Inserm qui lui sont allouées.

Article 16 - Sous-traitance

En cas de sous-traitance, conformément aux articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du Code de la commande publique, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La sous-traitance de l'exécution de certaines parties du présent marché public est possible à condition d'avoir obtenu de l'Inserm l'acceptation du sous-traitant et des modalités de son paiement. Ceci est constaté par un acte spécial signé par l'Inserm et le titulaire.

Article 17 - Assurance

Le titulaire doit avoir contracté une assurance, valable pour toute la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance agréée au sens de l'article L 214-1 du Code des assurances.

L'assurance du titulaire doit garantir la responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle, incluant la responsabilité civile du titulaire après réalisation des prestations attendues, en couvrant les dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à l'Inserm ainsi qu'aux tiers, pour tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment par le fait du personnel, des collaborateurs ou des matériels du titulaire, de façon à faire bénéficier l'Inserm, dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du titulaire, d'une indemnisation pécuniaire.

Le titulaire reconnaît être assuré pour tous risques, en responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle de manière à couvrir les conséquences pécuniaires pour l'Inserm des dommages corporels, matériels et immatériels dont le titulaire aurait à répondre, causés par tout événement et qui seraient notamment le fait de ses collaborateurs lors de l'exécution des prestations.

Sur demande de l'Inserm, une attestation de la police souscrite doit être fournie.

Article 18 - Respect des obligations sociales

Le titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessous sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Inserm, à l'adresse suivante : www.e-attestations.com

Cette transmission s'effectue depuis la plateforme e-attestations.fr.

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 20 du présent document.

Article 19- Résiliation

Article 19.1 Résiliation par l'Inserm

L'Inserm pourra, à tout moment, résilier le présent marché par lettre recommandée avec accusé de réception sans mise en demeure préalable.

Article 19.2 Résiliation pour faute du titulaire

Cette résiliation peut notamment intervenir au cas où le titulaire n'a pas correctement assumé ses responsabilités et obligations définies au présent marché et conformément à l'article 41 du CCAG/FCS.

Article 19.3 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG/FCS, l'Inserm peut faire faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Article 20 - Différends entre les parties

La loi applicable au présent marché est la loi française. Le tribunal compétent pour connaître de tous litiges entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent marché est le Tribunal administratif de Paris.

ANNEXES :

Annexe n°1 : Annexe financière

Le détail des prestations figure dans l'offre financière (BPU) annexée au présent document.

Annexe n°2 : Règlement de la consultation

1. Pièces à produire

Doivent être remises les pièces suivantes :

a) Le Cahier des charges, dûment complété (page 2) et signé **à l'aide d'un certificat de signature électronique**, présentant l'offre du candidat qui adhère ainsi aux clauses du marché.

b) Un bordereau des prix original dûment complété.

d) Le cas échéant, les demandes de sous-traitance établies sur l'acte spécial de sous-traitance ou les informations prévues à l'article R. 2193-2 du Code de la commande publique.

2. Modalités et critères de sélection

La sélection sera effectuée dans les conditions prévues à l'article R. 2152-7 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres. L'Inserm attribuera le marché au candidat ayant remis l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard des critères pondérés énumérés ci-après par ordre d'importance :

Critères	Sous-critères	Sous-Pondération
Valeur technique 70%	Proposition pédagogique <i>(programmes détaillé, contenus, méthodes pédagogique et supports)</i>	70%
	Equipe dédiée à la réalisation de la prestation <i>(expériences antérieures des profils recherche en lien avec le marché, ici possible d'ajouter la recherche d'un formateur expérimenté tel qu'indiqué dans les dispositions de l'article 6.3.1 du CCP)</i>	20%
	Connaissance de l'environnement de la recherche	10 %
Prix 30%	Au regard des prix indiqués à l'annexe financière du cahier des charges valant acte d'engagement <i>*Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) sera examiné sur la base d'un Détail Quantitatif Estimatif (DQE), lequel n'a pas été transmis à ce stade de la procédure</i>	

3. Conditions de présentation des plis

Les candidats doivent fournir des documents rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les plis contenant les candidatures et les offres sont transmis à l'adresse suivante : ??? il n'y a pas d'adresse indiquée (à supprimer et à remplacer)

En application de l'article R.2132-7 et suivants du code de la commande publique, la transmission des documents en réponse à la consultation par voie électronique est obligatoire. Elle s'effectue en utilisant la plateforme PLACE disponible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

En application de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

La taille de chaque fichier déposé par les entreprises ne peut excéder 1 Go.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de fichiers exécutables «exe» et contenant des macros.

La signature électronique des candidatures et des offres n'est pas exigée.

En cas d'attribution, le candidat devra adresser à l'Inserm par courrier l'original du CCP valant acte d'engagement dûment complété et signé.

4. Date limite de réception

Les candidatures et les offres doivent impérativement parvenir au plus tard **le 28 novembre 2025 à 17h30**. A défaut, elles ne pourront être examinées et seront retournées à leur expéditeur.

5. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour leur réception.

6. Négociation

Dans le cadre de cette consultation, l'Inserm prévoit de négocier les offres. Toutefois, l'Inserm se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans recourir à la négociation. Par conséquent, les candidats sont donc invités à remettre leur meilleure proposition dès le stade de la remise des offres. Dans cette hypothèse, l'Inserm pourra autoriser tous les candidats concernés à régulariser les offres irrégulières à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Dans l'hypothèse où l'Inserm recourt à la négociation, il négociera avec les trois soumissionnaires arrivant en tête.

Les négociations pourront se dérouler en une ou plusieurs phases successives. Elles pourront être engagées par écrit ou par le biais d'un échange oral en présentiel ou à distance. En cas d'échange oral, les soumissionnaires recevront une convocation, leur indiquant précisément les modalités de cet échange (forme, date, heure, durée, modalité, lieu, contenu).

Les négociations, qui seront effectuées dans des conditions de stricte égalité, auront pour objet de préciser ou d'adapter, le cas échéant, les termes des documents initiaux de la consultation et/ou la teneur de l'offre du soumissionnaire dans toutes ses dimensions (techniques, économiques, environnementales, sociales, ...) et le cas échéant de régulariser les offres irrégulières. Les négociations ne peuvent modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

L'Inserm ne transmettra pas de manière discriminatoire, d'informations susceptibles d'avantager certains soumissionnaires par rapport à d'autres. De même, les discussions menées au cours des négociations seront confidentielles et respecteront le secret des affaires.

A l'issue des négociations, les soumissionnaires concernés seront invités à compléter leur offre ou à déposer une nouvelle offre.

Les soumissionnaires admis à négocier seront informés de la date de clôture de la négociation à laquelle ils devront avoir déposé leur offre finale.

En un seul original

A
le

Pour le Titulaire¹:

A Paris, le

¹ Faire précéder la signature par la mention « lu et approuvé » et de la date. Indiquer les noms et qualité du signataire et apposer le cachet commercial.